

Politiquement et médiatiquement, la guerre en Ukraine est venue placer la crise alimentaire mondiale sur le devant de la scène. Celle-ci n'est pourtant pas nouvelle. L'insécurité alimentaire ne cesse d'augmenter depuis plusieurs années, à l'instar des prix alimentaires mondiaux qui ont atteint des niveaux records en 2021. Après deux années de pandémie, face aux dérèglements du climat, aux conflits, et à leurs conséquences économiques pour les populations, l'absence de résilience de nos systèmes agricoles et alimentaires est flagrante.

À l'heure où le monde subit sa troisième crise alimentaire du 21^e siècle, affectant en premier lieu les populations vulnérables et en particulier celles des pays du Sud, les réponses à apporter doivent être en rupture avec celles proposées lors des précédentes crises alimentaires.

Ce colloque propose de décrypter les facteurs déterminants des crises alimentaires et d'identifier les leviers nécessaires pour apporter des réponses à la fois efficaces et structurantes pour l'avenir de nos systèmes alimentaires.

À la veille de la 50° session du Comité sur la Sécurité Alimentaire mondiale, le CCFD-Terre Solidaire invite les organisations de la société civile et paysannes, du Nord et du Sud, chercheurs, et décideurs politiques pour préciser ensemble les voies à suivre.

Accueil des participants

PROGRAMME

13h30

131130	Accueil des participants
13h45	Début du colloque ouverture par Sylvie Bukhari-de Pontual, Présidente du CCFD-Terre Solidaire
14h00-15h30	1^{re} table ronde « Quelle(s) gouvernance(s) et investissements face à la crise ? » (animée par Anne-Cécile Bras, journaliste à RFI)
15h30-16h00	Pause
16h00-17h30	2^e table ronde « Quel impact de la spéculation financière sur la crise des prix mondiale ? » (animée par Anne-Cécile Bras, journaliste à RFI)
17h30-18h00	Conclusion par Sylvie Bukhari-de Pontual, Présidente du CCFD-Terre Solidaire

1^{RE} TABLE RONDE QUELLE(S) GOUVERNANCE(S) ET INVESTISSEMENTS FACE À LA CRISE ?

Face à la troisième crise alimentaire du XXI^e siècle, une réponse internationale coordonnée et robuste est plus que jamais nécessaire.

Treize années après les émeutes de la faim de 2009, la communauté internationale semble au contraire fonctionner au ralenti et de manière désordonnée. Chaque groupe d'États lance sa propre initiative, ignorant les autres et s'affranchissant d'une coordination internationale pourtant indispensable. Cette situation est clairement problématique : ces initiatives portent dans les grandes lignes les mêmes messages et la même analyse sur la crise alimentaire en cours, elles font donc logiquement les mêmes impasses sur des sujets clés, telle la transparence des stocks alimentaires privés ou la régulation de la spéculation alimentaire.

Par ailleurs, dans un contexte de ressources financières limitées, la multiplication de ces initiatives disperse les investissements nécessaires aux pays en développement pour surmonter la crise. La plupart de ces initiatives reposent fortement sur la recherche d'investisseurs privés pour mettre en œuvre leurs solutions. Leur «concurrence» financière peut donc malheureusement également les amener à amoindrir leurs objectifs développementalistes pour se rendre plus attrayantes pour les entreprises.

La communauté internationale est pourtant parfaitement outillée pour faire face à une crise d'une telle nature. Le Comité de Sécurité Alimentaire Mondiale (CSA) a été réformé suite aux émeutes de la faim de 2009 pour précisément faciliter une coordination internationale en période de crise alimentaire. Malgré une forte demande de la société civile et des milieux scientifiques, ce comité n'a toujours pas été mandaté sur le sujet.

PARTICIPANTS

- M. Michel Fakhri (vidéo)
 Rapporteur spécial de l' ONU sur le droit à l'alimentation
- M. Jérôme Brunet-Possenti
 Chef de la Task Force G7-G20-OCDE et membre de la Task
 Force FARM, Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères
- Mme Sofia Monsalve
 Secrétaire générale de FIAN International
- M. Sena Adessou
 Secrétaire général d'INADES-Formation

2^E TABLE RONDE QUEL IMPACT DE LA SPÉCULATION FINANCIÈRE SUR LA CRISE DES PRIX MONDIALE ?

Loin d'être une crise de production agricole, la crise alimentaire actuelle est une crise des prix. La spéculation financière a déjà joué un rôle important dans la flambée des prix alimentaires lors des crises de 2008 et 2011. La communauté internationale, en particulier le G20, avait alors décider d'encadrer plus fortement cette pratique. Néanmoins, la période actuelle nous permet d'observer des mouvements similaires sur les marchés à terme de matières premières. Le déclenchement de la guerre en Ukraine a été suivie d'une arrivée massive d'acteurs financiers et de capitaux sur les marchés à terme agricoles. Alors que les cours du blé atteignaient en mai un niveau historique à 440 euros/tonne, il est désormais clair qu'une forte spéculation est venue perturber le fonctionnement normal des marchés, entraînant une hausse des prix sans précédent. Il est indispensable d'en comprendre les ressorts et d'identifier les solutions nécessaires pour rétablir la norme et empêcher toute situation similaire à l'avenir.

PARTICIPANTS

- Mme Margot Gibbs
 Journaliste au Lighthouse Reports et coordinatrice de l'enquête internationale « The Hunger Profiteers
- Madame Anabelle Couleau
 Professeure à l'Université EAFIT de Medellin (Colombie),
 spécialiste des marchés à terme agricoles
- Dr Steve Suppan
 Analyste au Institute for Agriculture and Trade Policy (IATP)
- M. Jean-François Dubost
 Directeur du plaidoyer au CCFD-Terre Solidaire



